



VII. Questions-réponses : un guide pour un futur débat sur l'Europe



« Chaque commencement recèle une magie. »

Hermann Hesse

Mon objectif avec ce projet n'est pas de vous proposer une constitution clé en main pour une république européenne. Comment le pourrais-je ? À tous les niveaux de ce projet, certes encore à l'état d'ébauche, se posent de nombreuses questions complexes et ouvertes que de nombreuses personnes intelligentes devraient examiner. Ce projet – comme l'ouvrage entier – a *seulement* pour objectif d'orienter la pensée européenne vers des directions nouvelles et constructives en ce début de XXI^e siècle, maintenant qu'il est prévisible que l'UE a échoué politiquement et qu'elle pourrait ne pas survivre aux turbulences des années à venir.

Sur ce site web, je vous propose le catalogue des questions que j'aborde dans le livre du même nom, et auxquelles je propose mes réponses personnelles dans cet ouvrage.

Les questions les plus urgentes qui doivent être abordées – et auxquelles je propose ici en *italique* ma réponse personnelle, qui mériterait une réflexion plus approfondie – seraient, à mon avis :

1. Questions de nature fondamentale

- Comment les citoyens européens ont-ils pu laisser l'UE devenir un tel échec technocratique au cours des dernières décennies ?
- Peut-on se détacher de l'UE et la transformer en structures démocratiques sans renoncer aux acquis des 70 dernières années d'intégration européenne (l'euro, le programme Erasmus, la politique régionale, la rénovation urbaine) ?
- Souhaitons-nous, ou pouvons-nous même, créer un État européen ? Qui en serait dissuadé, et qui en serait motivé ? Comment y parvenir ?
- Si nous ne voulons pas ou ne pouvons pas le faire : pouvons-nous (encore) empêcher l'UE de devenir un État autoritaire ? Le principe général d'égalité pour tous les citoyens européens constitue-t-il une base viable pour la démocratie ?
- Les citoyens européens souhaitent-ils encore constituer une entité politique dans un monde multipolaire ? Ou avons-nous perdu cette ambition ?

2. Questions socio-économiques

- Les citoyens européens souhaitent-ils voir se développer des sociétés de plus en plus oligarchiques, en partie à cause des structures technocratiques et exclusivement libérales de l'UE ?
- Ou bien les Européens souhaitent-ils redécouvrir la République au sens le plus profond du terme : Liberté, Égalité, Fraternité ? C'est-à-dire la liberté de pensée, l'égalité devant la loi et l'unité sociale – en somme, une République – en matière économique ?
- Serait-il encore possible pour les États membres souverains de l'UE de retrouver leurs républiques nationales autrefois fonctionnelles ?
- L'Europe souhaite-t-elle autoriser un certain degré de contrôle macroéconomique et de contrôle et de planification politique paneuropéen dans l'intérêt de la Res Publica des citoyens européens, par exemple par la gestion des biens publics communs en Europe, au lieu de laisser le marché intérieur fonctionner sans entrave ?
- Avons-nous besoin d'une imposition directe des citoyens européens par la République européenne pour financer les tâches communes de la République européenne, afin qu'elle puisse acquérir sa propre souveraineté fiscale ?
- Avons-nous besoin d'un système de péréquation fiscale européen entre les sous-unités européennes afin de les développer de manière économiquement cohérente ?

3. Questions de nature culturelle

- Les athlètes européens seraient-ils intéressés à concourir ensemble au sein d'une seule équipe pour une république européenne aux Jeux olympiques ou aux championnats du monde ?
- Quelle devrait être la capitale de la République européenne ?
- Le programme des Villes européennes de culture de l'UE, le programme Erasmus et l'espace Schengen, l'ESA, les chaires Jean Monnet ou l'Institut universitaire européen seront-ils maintenus ?
- Une république européenne pourrait-elle échouer à cause du problème linguistique ?
- Les citoyens européens souhaitent-ils préserver la civilisation et la culture européennes vieilles de 2 500 ans, les faire aboutir ensemble et les mettre au service du monde multipolaire ?
- Comment une République européenne, en tant que communauté de valeurs fondée sur la civilisation européenne, les réalisations culturelles de l'Europe et les fondements chrétiens du continent, appréhenderait-elle les développements technologiques (IA, robotique) qui bouleversent actuellement toutes les sociétés et soulèvent d'importantes questions anthropologiques sur l'avenir de l'humanité ?

Questions de nature institutionnelle

- La République européenne devrait-elle adopter un système semi-présidentiel comme en France ou aux États-Unis ?
- Que déclencherait une élection présidentielle commune à tous les citoyens européens ? La panique ? Le chaos ? Ou l'unité ? La joie ? Un mémorial politique partagé ? La force, la solidarité et un sentiment renouvelé d'appartenance à une même nation ?
- Ou bien un système avec un Premier ministre européen ou un chancelier de la République européenne, élu par l'Assemblée des citoyens européens, serait-il préférable ?
- Un système de vote proportionnel (une personne, une voix) aux élections de l'Assemblée citoyenne européenne désavantagerait-il les citoyens des petits États européens (par exemple, le Luxembourg, Malte, l'Estonie) et avantagerait-il ceux des États membres les plus peuplés (Allemagne, France, Italie, Espagne, Pologne) ? Ou bien ce problème serait-il résolu par les nouvelles alliances et coalitions supranationales au sein de l'Assemblée citoyenne européenne et du Sénat européen ? Lequel de ces deux groupes de citoyens européens serait perdant, et lequel serait gagnant ?
- Quelle serait la configuration des 45 sous-unités ou régions autonomes européennes qui formeraient la base de la République européenne ? Une région de la mer Noire, une région de la mer Baltique, une région alpine, l'Occitanie, l'Alémanie, la région Rhin-Main-Moselle, la région Rhénanie-Meuse, une région d'Allemagne de l'Est, une région du Danube, une région des Balkans, une région ibérique, etc. ?
- Que faire des monarchies européennes en Europe : Espagne, Belgique, Danemark et Suède ?
- Que va-t-il arriver au Royaume-Uni ? Ses entités politiques, comme les Gallois ou les Écossais, déjà en conflit avec le gouvernement central de Londres, accueilleraient-elles favorablement l'adhésion à une république européenne et deviendraient-elles avec plaisir des sous-unités fortes et autonomes ?

Questions concernant les candidats à l'adhésion et les États voisins de l'actuelle UE

- Que fera la République européenne des candidats actuels à l'adhésion à l'UE, tels que les États des Balkans, la Turquie et l'Ukraine ? Ou de ceux qui aspirent à devenir membres de l'UE, comme la Moldavie, l'Arménie ou la Géorgie ?
- Quelles seraient les relations de la République européenne avec la Fédération de Russie ?

Questions concernant les États-Unis

- L'Europe souhaite-t-elle rester, en quelque sorte, la « pointe orientale » des États-Unis ? Ou aspire-t-elle à devenir une unité politique européenne et à établir une coopération avec les États-Unis sur un pied d'égalité ?
- Une Europe émancipée et souveraine pourrait-elle quitter l'OTAN ?

Questions concernant l'avenir du monde multipolaire

- Une Europe neutre pourrait-elle jouer un rôle modérateur dans un futur système multipolaire d'États ?



- La République européenne, en tant qu'entité politique dans un futur monde multipolaire et tournée vers l'Eurasie, devrait-elle même soumettre une demande d'adhésion aux États BRICS ?
- Comment réagiraient les mondes arabe, latino-américain et africain, entre autres, si une république européenne faisait sécession de l'Occident, maintenant que les Européens – presque les derniers au monde – ont compris ce que les Latino-Américains ont appris dès les années 1970 et le monde arabe au moins depuis la seconde moitié du XXe siècle : les États-Unis ne sont nulle part un véritable partenaire, mais aspirent plutôt à une hégémonie (souvent brutale) partout dans le monde ? Une république européenne n'appartenant plus à l'Occident serait-elle bien accueillie, ou la méfiance envers l'Europe persisterait-elle ? Quelles seraient les attentes de ces pays vis-à-vis d'une république européenne émancipée ?
- Selon quels principes une République européenne, après la fin de la Pax Americana, établirait-elle avec les autres États un nouvel ordre international et multipolaire ?

Questions relatives au risque politique lié à la fondation d'une république

- Et si la République européenne était une fois de plus détournée en tant que système par des lobbyistes, de manière technocratique ou oligarchique, comme c'est actuellement le cas du système politique de l'UE ?

Questions qui doivent être abordées en Allemagne

- Quiconque souhaite accomplir quelque chose de nouveau doit d'abord se confronter à son histoire ! La République fédérale d'Allemagne souhaite-t-elle étendre son travail de mémoire aux 27 millions de citoyens soviétiques assassinés par la Wehrmacht, oubliés du récit historique ouest-allemand après 1945 ? Ou souhaite-t-elle persister dans le déni de ce massacre ?
- Compte tenu des « préparatifs de guerre » actuels – euphémisme pour « défense » – contre la Russie, l'exposition sur la Wehrmacht conçue par Jan Philipp Reemtsma, alors directeur de l'Institut de recherche sociale de Hambourg (HIS), pourrait-elle être relancée ? Présentée en deux versions, de 1995 à 1999 et de 2001 à 2004, elle a brisé le mythe d'une « Wehrmacht propre » et démontré sa participation active aux crimes nazis.
- Nulle part ailleurs que sur la carte électorale allemande, les lignes de fracture internes – noires et pro-OTAN/UE à l'ouest ; bleues, anti-UE et « pro-russes » à l'est – ne sont plus flagrantes : elles se creusent à nouveau après 35 ans. Quarante années de socialisation politique séparée et de cultures mémorielles divergentes ne laissent pas une population indemne. Comment y remédier ? Faut-il continuer à dénigrer systématiquement l'ancienne RDA comme un État injuste, et figer la dictature est-allemande dans les manuels scolaires sous un jour partial ou majoritairement occidental ? Ou existe-t-il une autre approche de ces quarante années de division en deux républiques ? Par exemple, en accordant plus d'importance à certains aspects de la socialisation est-allemande et aux récits des anciens citoyens de la RDA concernant 1945 et les années suivantes, leurs opinions sur la Russie et leur connaissance du mouvement démocratique de 1989 ? Un nouveau dialogue entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest apparaît ici essentiel et nécessaire pour surmonter la division croissante du pays.
- L'Allemagne de l'Ouest, en particulier, souhaite-t-elle renouer avec un débat sérieux sur l'avenir de l'Europe, au-delà des velléités belliqueuses ?
- Devrions-nous relancer le débat, trop tardif, sur une Europe allemande face à une Allemagne européenne, notamment parce que nous souhaitons à nouveau créer la plus grande armée (conventionnelle) d'Europe ? Car l'Allemagne est et demeure le pays le plus important d'Europe : le sort du continent européen est lié à celui de l'Allemagne, un thème récurrent dans les écrits des XVIIIe et XIXe siècles mentionnés au chapitre III. Sans l'Europe, l'Allemagne ne peut survivre. Ce constat était déjà énoncé en 1994 dans le célèbre document Schäuble-Lamers du groupe parlementaire CDU/CSU.
- Quel parti allemand, après l'échec total de la CDU sur les questions européennes ces vingt dernières années et la transformation des Verts en un parti écologiste radical, souhaite prendre les rênes et modérer le débat européen en Allemagne ? Même le SPD n'a plus été un véritable parti pro-européen depuis les années 1970 (Willy Brandt et Helmut Schmidt). Se souvient-on encore du battage médiatique excessif et du fiasco qui a suivi la campagne de Martin Schulz, alors président du Parlement européen, lors des élections européennes de 2014 ? À l'instar du SPD, la quasi-totalité des partis allemands traditionnels semblent aujourd'hui totalement déconnectés de la question européenne. L'espace est donc libre pour un parti pro-européen allemand – et il est de taille !

- Les questions d'une Europe hors de l'UE et de la place de l'Europe dans un monde multipolaire – autrement dit, les questions de l'État européen et de son émancipation – sont les deux plus pressantes sur le continent. De toute évidence, aucun État européen ne peut, à lui seul, échapper à la crise politique, économique et sociale actuelle. Ce débat peut-il être mené à grande échelle au sein du plus grand et du plus important État membre de l'UE ? La rupture géopolitique contemporaine, la montée en puissance des BRICS et la fin de la Pax Americana exigent une refonte fondamentale de l'Europe. Qui, en Allemagne, osera alors dire « en avant », « toujours en avant, jamais en arrière », et initier un débat tourné vers l'avenir plutôt que vers le passé, reconnaissant les erreurs et les engagements transatlantiques de l'Allemagne au XXe siècle (voir chapitre II) et démontrant la volonté d'entrer de plain-pied dans le XXIe siècle ? Car le monde observe l'Europe. Mais il ne nous attend pas !
- Que faut-il vraiment faire, par amour pour l'Allemagne, pour protéger et valoriser la diversité régionale, ainsi que les structures politiques, sociales et économiques établies des régions et de leurs cultures ? Même le pain allemand varie d'une région à l'autre : du bretzel bavarois au pumpnickel de Münster, on compte environ 1 000 variétés différentes. Quant à savoir si la série policière à succès « Tatort » et la Bundesliga suffiront à maintenir un sentiment d'identité nationale allemande longtemps après la débâcle de la dernière Coupe du monde, la question reste ouverte.
- Un retour tant attendu à l'État-nation et à une Allemagne souveraine peut-il réellement constituer une perspective politique plausible si la République fédérale : a) ne rompt pas avec les États-Unis, n'abandonne pas ses liens historiques avec l'Occident et ne transforme pas l'Alliance atlantique en un partenariat égalitaire avec les États-Unis ? b) s'isole des régions prospères d'Eurasie ? c) si l'Allemagne, en tant que pays souverain, souhaite néanmoins rester dans le marché unique et la zone euro ? et d) Même si l'Allemagne parvenait à recouvrer sa souveraineté nationale dans les conditions décrites en a) à c) : qu'advierait-il des autres États membres de l'UE, notamment les plus petits – Malte, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark, la Hongrie, la Finlande, le Portugal, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, l'Irlande, la Suède, mais aussi la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, la République tchèque, la Slovaquie, etc., qui comptent pour la plupart moins de dix millions d'habitants, dans un monde multipolaire où l'Occident est voué à disparaître ? Quel serait l'impact si l'Allemagne conservait sa souveraineté et connaissait une nouvelle phase de croissance économique, tandis que tous les autres États membres de l'UE qui l'entourent n'y parvenaient pas ?

Comme je l'ai dit, dans le livre, je formule des réponses personnelles à ces questions et je les soumets à la discussion !

